

2022-20023570	0428201847	2021	EUR	22.18.16	m02-f	10/05/2022	54		C-cap 1
---------------	------------	------	-----	----------	-------	------------	----	--	---------

**COMPTES ANNUELS ET/OU AUTRES
DOCUMENTS À DÉPOSER EN VERTU DU
CODE DES SOCIÉTÉS ET DES ASSOCIATIONS**

DONNÉES D'IDENTIFICATION (à la date du dépôt)

Dénomination : **RTL BELGIUM**

Forme juridique : Société anonyme

Adresse : Avenue J GEORGIN

N° : 2

Boîte :

Code postal : 1030

Commune : Schaerbeek

Pays : Belgique

Registre des personnes morales (RPM) - Tribunal de l'entreprise de Bruxelles, francophone

Adresse Internet :

Adresse e-mail :

Numéro d'entreprise

0428.201.847

Date du dépôt du document le plus récent mentionnant la date de publication des actes constitutif et modificatif(s) des statuts

18-04-2012

Ce dépôt concerne :



les COMPTES ANNUELS en

EURO

approuvés par l'assemblée générale du

30-03-2022



les AUTRES DOCUMENTS

relatifs à

l'exercice couvrant la période du

01-01-2021

au

31-12-2021

l'exercice précédent des comptes annuels du

01-01-2020

au

31-12-2020

Les montants relatifs à l'exercice précédent sont identiques à ceux publiés antérieurement.

Numéros des sections du document normalisé non déposées parce que sans objet :

C-cap 6.1, C-cap 6.2.1, C-cap 6.2.2, C-cap 6.2.4, C-cap 6.3.1, C-cap 6.3.4, C-cap 6.4.2, C-cap 6.5.2, C-cap 6.6, C-cap 6.7.2, C-cap 6.17, C-cap 6.18.2, C-cap 6.20, C-cap 9, C-cap 11, C-cap 12, C-cap 13, C-cap 14, C-cap 15

**LISTE DES ADMINISTRATEURS, GÉRANTS ET COMMISSAIRES ET DÉCLARATION
CONCERNANT UNE MISSION DE VÉRIFICATION OU DE REDRESSEMENT
COMPLÉMENTAIRE**

LISTE DES ADMINISTRATEURS, GÉRANTS ET COMMISSAIRES

LISTE COMPLÈTE des nom, prénoms, profession, domicile (adresse, numéro, code postal et commune) et fonction au sein de la société

HAUPTMANN Christian

Route de Thionville 371
5887 HESPERANGE
LUXEMBOURG

Début de mandat : 2020-12-28

Fin de mandat : 2022-03-30

Administrateur

GOOSSENS Christophe

Rue Principale 44
6990 RAMELDANGE
LUXEMBOURG

Début de mandat : 2017-02-17

Fin de mandat : 2022-03-30

Administrateur

DE FIERLANT DORMER Edouard

Rue Suzerain 1
6800 Freux
BELGIQUE

Début de mandat : 2020-12-28

Fin de mandat : 2022-03-30

Administrateur

HEGGEN Elmar

Luxemburger Allee 17D
54457 Wincherringen
AUTRICHE

Début de mandat : 2016-05-10

Fin de mandat : 2022-03-30

Administrateur

OSWALD Marcus

Boulevard Pierre Frieden 43
1543 LUXEMBOURG
LUXEMBOURG

Début de mandat : 2020-12-28

Fin de mandat : 2022-03-30

Administrateur

ZACHARIA Olivier

Place Joseph Thorn 10
2637 Luxembourg
LUXEMBOURG

Début de mandat : 2018-02-23

Fin de mandat : 2022-03-30

Administrateur

DELUSINNE Philippe

Donderveldstraat 63
1650 Beersel
BELGIQUE

Début de mandat : 2016-05-10

Fin de mandat : 2022-03-30

Administrateur délégué

GHEQUIERE Siska

Rue de la Forêt 128
6979 RAMELDANGE
LUXEMBOURG

Début de mandat : 2020-03-10

Fin de mandat : 2022-03-30

Administrateur

DEPAIRON Sophie

Rue John F. Kennedy 11
8332 OLM
LUXEMBOURG

Début de mandat : 2020-12-28

Fin de mandat : 2022-03-30

Administrateur

DÉCLARATION CONCERNANT UNE MISSION DE VÉRIFICATION OU DE REDRESSEMENT COMPLÉMENTAIRE

L'organe de gestion déclare qu'aucune mission de vérification ou de redressement n'a été confiée à une personne qui n'y est pas autorisée par la loi, en application des articles 34 et 37 de la loi du 22 avril 1999 relative aux professions comptables et fiscales.

Les comptes annuels n'ont pas été vérifiés ou corrigés par un expert-comptable externe, par un réviseur d'entreprises qui n'est pas le commissaire.

Dans l'affirmative, sont mentionnés dans le tableau ci-dessous: les nom, prénoms, profession et domicile; le numéro de membre auprès de son institut et la nature de la mission:

- A. La tenue des comptes de la société*,
- B. L'établissement des comptes annuels*,
- C. La vérification des comptes annuels et/ou
- D. Le redressement des comptes annuels.

Si des missions visées sous A. ou sous B. ont été accomplies par des comptables agréés ou par des comptables-fiscalistes agréés, peuvent être mentionnés ci-après: les nom, prénoms, profession et domicile de chaque comptable agréé ou comptable-fiscaliste agréé et son numéro de membre auprès de l'Institut Professionnel des Comptables et Fiscalistes agréés ainsi que la nature de sa mission.

(* Mention facultative.)

Nom, prénoms, profession, domicile	Numéro de membre	Nature de la mission (A, B, C et/ou D)

COMPTES ANNUELS

BILAN APRÈS RÉPARTITION

	Ann.	Codes	Exercice	Exercice précédent
ACTIF				
FRAIS D'ÉTABLISSEMENT	6.1	20		
ACTIFS IMMOBILISÉS		21/28	78.898.158	79.271.469
Immobilisations incorporelles	6.2	21	462.611	553.862
Immobilisations corporelles	6.3	22/27	8.366.049	8.645.261
Terrains et constructions		22		
Installations, machines et outillage		23	3.767.458	4.480.450
Mobilier et matériel roulant		24	2.355.158	2.251.014
Location-financement et droits similaires		25		
Autres immobilisations corporelles		26	214.903	284.578
Immobilisations en cours et acomptes versés		27	2.028.531	1.629.219
Immobilisations financières	6.4/6.5.1	28	70.069.498	70.072.346
Entreprises liées	6.15	280/1	69.854.953	69.854.953
Participations		280	69.854.953	69.854.953
Créances		281		
Entreprises avec lesquelles il existe un lien de participation	6.15	282/3		
Participations		282		
Créances		283		
Autres immobilisations financières		284/8	214.545	217.394
Actions et parts		284	171.205	171.205
Créances et cautionnements en numéraire		285/8	43.340	46.188

	Ann.	Codes	Exercice	Exercice précédent
ACTIFS CIRCULANTS		29/58	<u>75.697.355</u>	<u>116.812.853</u>
Créances à plus d'un an		29		
Créances commerciales		290		
Autres créances		291		
Stocks et commandes en cours d'exécution		3		
Stocks		30/36		
Approvisionnements		30/31		
En-cours de fabrication		32		
Produits finis		33		
Marchandises		34		
Immeubles destinés à la vente		35		
Acomptes versés		36		
Commandes en cours d'exécution		37		
Créances à un an au plus		40/41	69.674.154	105.123.901
Créances commerciales		40	11.446.917	10.270.243
Autres créances		41	58.227.238	94.853.658
Placements de trésorerie	6.5.1/6.6	50/53		
Actions propres		50		
Autres placements		51/53		
Valeurs disponibles		54/58	3.450.465	9.423.805
Comptes de régularisation	6.6	490/1	2.572.736	2.265.147
TOTAL DE L'ACTIF		20/58	154.595.513	196.084.322

		Ann.	Codes	Exercice	Exercice précédent
PASSIF					
CAPITAUX PROPRES					
Apport					
Capital			10/15	<u>48.383.699</u>	<u>22.746.062</u>
Capital souscrit			10/11	6.026.254	6.026.254
Capital non appelé			10	5.300.000	5.300.000
En dehors du capital			100	5.300.000	5.300.000
Primes d'émission			101		
Autres			11	726.254	726.254
			1100/10	726.254	726.254
			1109/19		
Plus-values de réévaluation			12		
Réserves			13	4.767.354	4.767.354
Réserves indisponibles			130/1	530.000	530.000
Réserve légale			130	530.000	530.000
Réserves statutairement indisponibles			1311		
Acquisition d'actions propres			1312		
Soutien financier			1313		
Autres			1319		
Réserves immunisées			132		
Réserves disponibles			133	4.237.354	4.237.354
Bénéfice (Perte) reporté(e)	(+)/(-)		14	37.590.092	11.952.455
Subsides en capital			15		
Avance aux associés sur la répartition de l'actif net			19		
PROVISIONS ET IMPÔTS DIFFÉRÉS			16	<u>2.806.433</u>	<u>3.239.733</u>
Provisions pour risques et charges			160/5	2.806.433	3.239.733
Pensions et obligations similaires			160		
Charges fiscales			161		
Grosses réparations et gros entretien			162		
Obligations environnementales			163		
Autres risques et charges			164/5	2.806.433	3.239.733
Impôts différés			168		

		Ann.	Codes	Exercice	Exercice précédent
DETTES			17/49	<u>103.405.381</u>	<u>170.098.527</u>
Dettes à plus d'un an		6.9	17		
Dettes financières			170/4		
Emprunts subordonnés			170		
Emprunts obligataires non subordonnés			171		
Dettes de location-financement et dettes assimilées			172		
Etablissements de crédit			173		
Autres emprunts			174		
Dettes commerciales			175		
Fournisseurs			1750		
Effets à payer			1751		
Acomptes sur commandes			176		
Autres dettes			178/9		
Dettes à un an au plus		6.9	42/48	103.316.885	170.017.993
Dettes à plus d'un an échéant dans l'année			42		
Dettes financières			43		
Etablissements de crédit			430/8		
Autres emprunts			439		
Dettes commerciales			44	8.692.369	9.254.147
Fournisseurs			440/4	8.692.369	9.254.147
Effets à payer			441		
Acomptes sur commandes			46		
Dettes fiscales, salariales et sociales		6.9	45	9.548.287	16.001.479
Impôts			450/3	1.824.068	8.589.765
Rémunérations et charges sociales			454/9	7.724.219	7.411.714
Autres dettes			47/48	85.076.229	144.762.367
Comptes de régularisation		6.9	492/3	88.496	80.534
TOTAL DU PASSIF			10/49	154.595.513	196.084.322

COMPTE DE RÉSULTATS

	Ann.	Codes	Exercice	Exercice précédent
Ventes et prestations		70/76A	74.829.723	70.135.199
Chiffre d'affaires	6.10	70	72.102.419	67.764.580
En-cours de fabrication, produits finis et commandes en cours d'exécution: augmentation (réduction)	(+)/(-)	71		
Production immobilisée		72		
Autres produits d'exploitation	6.10	74	2.725.301	1.785.427
Produits d'exploitation non récurrents	6.12	76A	2.004	585.192
Coût des ventes et des prestations		60/66A	66.985.115	66.481.735
Approvisionnements et marchandises		60		
Achats		600/8		
Stocks: réduction (augmentation)	(+)/(-)	609		
Services et biens divers		61	30.372.237	28.326.022
Rémunérations, charges sociales et pensions	(+)/(-)	6.10 62	33.581.141	32.113.481
Amortissements et réductions de valeur sur frais d'établissement, sur immobilisations incorporelles et corporelles		630	3.037.096	3.047.803
Réductions de valeur sur stocks, sur commandes en cours d'exécution et sur créances commerciales: dotations (reprises)	(+)/(-)	6.10 631/4	-100	-6.497
Provisions pour risques et charges: dotations (utilisations et reprises)	(+)/(-)	6.10 635/8	-433.300	
Autres charges d'exploitation	6.10	640/8	428.041	263.848
Charges d'exploitation portées à l'actif au titre de frais de restructuration	(-)	649		
Charges d'exploitation non récurrentes	6.12	66A		2.737.077
Bénéfice (Perte) d'exploitation	(+)/(-)	9901	7.844.608	3.653.464

	Ann.	Codes	Exercice	Exercice précédent
Produits financiers		75/76B	73.153.287	680
Produits financiers récurrents		75	73.153.287	680
Produits des immobilisations financières		750	73.153.258	
Produits des actifs circulants		751		
Autres produits financiers	6.11	752/9	29	680
Produits financiers non récurrents	6.12	76B		
Charges financières		65/66B	16.054	5.855
Charges financières récurrentes	6.11	65	16.054	5.855
Charges des dettes		650	11.869	
Réductions de valeur sur actifs circulants autres que stocks, commandes en cours et créances commerciales: dotations (reprises)	(+)/(-)	651		
Autres charges financières		652/9	4.185	5.855
Charges financières non récurrentes	6.12	66B		
Bénéfice (Perte) de l'exercice avant impôts	(+)/(-)	9903	80.981.841	3.648.289
Prélèvement sur les impôts différés		780		
Transfert aux impôts différés		680		
Impôts sur le résultat	(+)/(-)	6.13	2.309.734	1.878.157
Impôts		670/3	2.309.734	1.896.306
Régularisation d'impôts et reprise de provisions fiscales		77		18.149
Bénéfice (Perte) de l'exercice	(+)/(-)	9904	78.672.107	1.770.133
Prélèvement sur les réserves immunisées		789		
Transfert aux réserves immunisées		689		
Bénéfice (Perte) de l'exercice à affecter	(+)/(-)	9905	78.672.107	1.770.133

AFFECTATIONS ET PRÉLÈVEMENTS

	Codes	Exercice	Exercice précédent
Bénéfice (Perte) à affecter	(+)/(-) 9906	90.624.562	11.952.455
Bénéfice (Perte) de l'exercice à affecter	(+)/(-) (9905)	78.672.107	1.770.133
Bénéfice (Perte) reporté(e) de l'exercice précédent	(+)/(-) 14P	11.952.455	10.182.322
Prélèvement sur les capitaux propres	791/2		
sur l'apport	791		
sur les réserves	792		
Affectation aux capitaux propres	691/2		
à l'apport	691		
à la réserve légale	6920		
aux autres réserves	6921		
Bénéfice (Perte) à reporter	(+)/(-) (14)	37.590.092	11.952.455
Intervention des associés dans la perte	794		
Bénéfice à distribuer	694/7	53.034.470	
Rémunération de l'apport	694	53.034.470	
Administrateurs ou gérants	695		
Travailleurs	696		
Autres allocataires	697		

ANNEXE

ETAT DES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

CONCESSIONS, BREVETS, LICENCES, SAVOIR-FAIRE, MARQUES ET DROITS SIMILAIRES

Valeur d'acquisition au terme de l'exercice

Mutations de l'exercice

- Acquisitions, y compris la production immobilisée
- Cessions et désaffectations
- Transferts d'une rubrique à une autre

Valeur d'acquisition au terme de l'exercice

Amortissements et réductions de valeur au terme de l'exercice

Mutations de l'exercice

- Actés
- Repris
- Acquis de tiers
- Annulés à la suite de cessions et désaffectations
- Transférés d'une rubrique à une autre

Amortissements et réductions de valeur au terme de l'exercice

VALEUR COMPTABLE NETTE AU TERME DE L'EXERCICE

Codes	Exercice	Exercice précédent
8052P	XXXXXXXXXX	1.835.134
8022	75.388	
8032		
(+)/(-) 8042		
8052	1.910.522	
8122P	XXXXXXXXXX	1.281.272
8072	217.889	
8082		
8092		
8102		
(+)/(-) 8112		
8122	1.499.162	
211	411.361	

ACOMPTES VERSÉS

Valeur d'acquisition au terme de l'exercice

Mutations de l'exercice

- Acquisitions, y compris la production immobilisée
- Cessions et désaffectations
- Transferts d'une rubrique à une autre

Valeur d'acquisition au terme de l'exercice

Amortissements et réductions de valeur au terme de l'exercice

Mutations de l'exercice

- Actés
- Repris
- Acquis de tiers
- Annulés à la suite de cessions et désaffectations
- Transférés d'une rubrique à une autre

Amortissements et réductions de valeur au terme de l'exercice

VALEUR COMPTABLE NETTE AU TERME DE L'EXERCICE

Codes	Exercice	Exercice précédent
8054P	XXXXXXXXXX	
8024	51.250	
8034		
(+)/(-) 8044		
8054	51.250	
8124P	XXXXXXXXXX	
8074		
8084		
8094		
8104		
(+)/(-) 8114		
8124		
213	51.250	

ETAT DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES

		Codes	Exercice	Exercice précédent
INSTALLATIONS, MACHINES ET OUTILLAGE				
Valeur d'acquisition au terme de l'exercice		8192P	XXXXXXXXXX	40.769.376
Mutations de l'exercice				
Acquisitions, y compris la production immobilisée		8162	642.122	
Cessions et désaffectations		8172		
Transferts d'une rubrique à une autre		(+)/(-) 8182	419.807	
Valeur d'acquisition au terme de l'exercice		8192	41.831.306	
Plus-values au terme de l'exercice		8252P	XXXXXXXXXX	
Mutations de l'exercice				
Actées		8212		
Acquises de tiers		8222		
Annulées		8232		
Transférées d'une rubrique à une autre		(+)/(-) 8242		
Plus-values au terme de l'exercice		8252		
Amortissements et réductions de valeur au terme de l'exercice		8322P	XXXXXXXXXX	36.288.927
Mutations de l'exercice				
Actés		8272	1.774.921	
Repris		8282		
Acquis de tiers		8292		
Annulés à la suite de cessions et désaffectations		8302		
Transférés d'une rubrique à une autre		(+)/(-) 8312		
Amortissements et réductions de valeur au terme de l'exercice		8322	38.063.848	
VALEUR COMPTABLE NETTE AU TERME DE L'EXERCICE		(23)	3.767.458	

MOBILIER ET MATÉRIEL ROULANT

Valeur d'acquisition au terme de l'exercice

Mutations de l'exercice

- Acquisitions, y compris la production immobilisée
- Cessions et désaffectations
- Transferts d'une rubrique à une autre

Valeur d'acquisition au terme de l'exercice

Plus-values au terme de l'exercice

Mutations de l'exercice

- Actées
- Acquises de tiers
- Annulées
- Transférées d'une rubrique à une autre

Plus-values au terme de l'exercice

Amortissements et réductions de valeur au terme de l'exercice

Mutations de l'exercice

- Actés
- Repris
- Acquis de tiers
- Annulés à la suite de cessions et désaffectations
- Transférés d'une rubrique à une autre

Amortissements et réductions de valeur au terme de l'exercice

VALEUR COMPTABLE NETTE AU TERME DE L'EXERCICE

Codes	Exercice	Exercice précédent
8193P	XXXXXXXXXX	17.432.049
8163	1.002.905	
8173	58.497	
(+)/(-) 8183	41.124	
8193	18.417.582	
8253P	XXXXXXXXXX	
8213		
8223		
8233		
(+)/(-) 8243		
8253		
8323P	XXXXXXXXXX	15.181.035
8273	939.800	
8283		
8293		
8303	58.412	
(+)/(-) 8313		
8323	16.062.424	
(24)	2.355.158	

AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Valeur d'acquisition au terme de l'exercice

Mutations de l'exercice

- Acquisitions, y compris la production immobilisée
- Cessions et désaffectations
- Transferts d'une rubrique à une autre

Valeur d'acquisition au terme de l'exercice

Plus-values au terme de l'exercice

Mutations de l'exercice

- Actées
- Acquises de tiers
- Annulées
- Transférées d'une rubrique à une autre

Plus-values au terme de l'exercice

Amortissements et réductions de valeur au terme de l'exercice

Mutations de l'exercice

- Actés
- Repris
- Acquis de tiers
- Annulés à la suite de cessions et désaffectations
- Transférés d'une rubrique à une autre

Amortissements et réductions de valeur au terme de l'exercice

VALEUR COMPTABLE NETTE AU TERME DE L'EXERCICE

Codes	Exercice	Exercice précédent
8195P	XXXXXXXXXX	1.251.051
8165	34.809	
8175		
(+)/(-) 8185		
8195	1.285.860	
8255P	XXXXXXXXXX	
8215		
8225		
8235		
(+)/(-) 8245		
8255		
8325P	XXXXXXXXXX	966.473
8275	104.484	
8285		
8295		
8305		
(+)/(-) 8315		
8325	1.070.957	
(26)	214.903	

IMMOBILISATIONS EN COURS ET ACOMPTES VERSÉS

Valeur d'acquisition au terme de l'exercice

Mutations de l'exercice

- Acquisitions, y compris la production immobilisée
- Cessions et désaffectations
- Transferts d'une rubrique à une autre

Valeur d'acquisition au terme de l'exercice

Plus-values au terme de l'exercice

Mutations de l'exercice

- Actées
- Acquises de tiers
- Annulées
- Transférées d'une rubrique à une autre

Plus-values au terme de l'exercice

Amortissements et réductions de valeur au terme de l'exercice

Mutations de l'exercice

- Actés
- Repris
- Acquis de tiers
- Annulés à la suite de cessions et désaffectations
- Transférés d'une rubrique à une autre

Amortissements et réductions de valeur au terme de l'exercice

VALEUR COMPTABLE NETTE AU TERME DE L'EXERCICE

Codes	Exercice	Exercice précédent
8196P	XXXXXXXXXX	1.629.219
8166	860.242	
8176		
(+)/(-) 8186	-460.931	
8196	2.028.531	
8256P	XXXXXXXXXX	
8216		
8226		
8236		
(+)/(-) 8246		
8256		
8326P	XXXXXXXXXX	
8276		
8286		
8296		
8306		
(+)/(-) 8316		
8326		
(27)	2.028.531	

ETAT DES IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES

	Codes	Exercice	Exercice précédent
ENTREPRISES LIÉES - PARTICIPATIONS, ACTIONS ET PARTS			
Valeur d'acquisition au terme de l'exercice	8391P	XXXXXXXXXX	69.854.953
Mutations de l'exercice			
Acquisitions	8361		
Cessions et retraits	8371		
Transferts d'une rubrique à une autre	(+)/(-) 8381		
Valeur d'acquisition au terme de l'exercice	8391	69.854.953	
Plus-values au terme de l'exercice	8451P	XXXXXXXXXX	
Mutations de l'exercice			
Actées	8411		
Acquises de tiers	8421		
Annulées	8431		
Transférées d'une rubrique à une autre	(+)/(-) 8441		
Plus-values au terme de l'exercice	8451		
Réductions de valeur au terme de l'exercice	8521P	XXXXXXXXXX	
Mutations de l'exercice			
Actées	8471		
Reprises	8481		
Acquises de tiers	8491		
Annulées à la suite de cessions et retraits	8501		
Transférées d'une rubrique à une autre	(+)/(-) 8511		
Réductions de valeur au terme de l'exercice	8521		
Montants non appelés au terme de l'exercice	8551P	XXXXXXXXXX	
Mutations de l'exercice	(+)/(-) 8541		
Montants non appelés au terme de l'exercice	8551		
VALEUR COMPTABLE NETTE AU TERME DE L'EXERCICE	(280)	<u>69.854.953</u>	
ENTREPRISES LIÉES - CRÉANCES			
VALEUR COMPTABLE NETTE AU TERME DE L'EXERCICE	281P	<u>XXXXXXXXXX</u>	
Mutations de l'exercice			
Additions	8581		
Remboursements	8591		
Réductions de valeur actées	8601		
Réductions de valeur reprises	8611		
Différences de change	(+)/(-) 8621		
Autres	(+)/(-) 8631		
VALEUR COMPTABLE NETTE AU TERME DE L'EXERCICE	(281)		
RÉDUCTIONS DE VALEUR CUMULÉES SUR CRÉANCES AU TERME DE L'EXERCICE	8651		

AUTRES ENTREPRISES - PARTICIPATIONS, ACTIONS ET PARTS

Valeur d'acquisition au terme de l'exercice

Mutations de l'exercice

- Acquisitions
- Cessions et retraits
- Transferts d'une rubrique à une autre

Valeur d'acquisition au terme de l'exercice

Plus-values au terme de l'exercice

Mutations de l'exercice

- Actées
- Acquises de tiers
- Annulées
- Transférées d'une rubrique à une autre

Plus-values au terme de l'exercice

Réductions de valeur au terme de l'exercice

Mutations de l'exercice

- Actées
- Reprises
- Acquises de tiers
- Annulées à la suite de cessions et retraits
- Transférées d'une rubrique à une autre

Réductions de valeur au terme de l'exercice

Montants non appelés au terme de l'exercice

Mutations de l'exercice

Montants non appelés au terme de l'exercice

VALEUR COMPTABLE NETTE AU TERME DE L'EXERCICE

AUTRES ENTREPRISES - CRÉANCES

VALEUR COMPTABLE NETTE AU TERME DE L'EXERCICE

Mutations de l'exercice

- Additions
- Remboursements
- Réductions de valeur actées
- Réductions de valeur reprises
- Différences de change
- Autres

VALEUR COMPTABLE NETTE AU TERME DE L'EXERCICE

RÉDUCTIONS DE VALEUR CUMULÉES SUR CRÉANCES AU TERME DE L'EXERCICE

Codes	Exercice	Exercice précédent
8393P	XXXXXXXXXX	237.444
8363		
8373		
(+)/(-) 8383		
8393	237.444	
8453P	XXXXXXXXXX	
8413		
8423		
8433		
(+)/(-) 8443		
8453		
8523P	XXXXXXXXXX	66.239
8473		
8483		
8493		
8503		
(+)/(-) 8513		
8523	66.239	
8553P	XXXXXXXXXX	
(+)/(-) 8543		
8553		
(284)	171.205	
285/8P	XXXXXXXXXX	46.188
8583		
8593	2.848	
8603		
8613		
(+)/(-) 8623		
(+)/(-) 8633		
(285/8)	43.340	
8653		

INFORMATIONS RELATIVES AUX PARTICIPATIONS

PARTICIPATIONS ET DROITS SOCIAUX DÉTENUS DANS D'AUTRES ENTREPRISES

Sont mentionnées ci-après, les entreprises dans lesquelles la société détient une participation (comprise dans les rubriques 280 et 282 de l'actif) ainsi que les autres entreprises dans lesquelles la société détient des droits sociaux (compris dans les rubriques 284 et 51/53 de l'actif) représentant 10% au moins du capital, des capitaux propres ou d'une classe d'actions de la société.

DÉNOMINATION, adresse complète du SIÈGE et pour les entreprises de droit belge, mention du NUMÉRO D'ENTREPRISE	Droits sociaux détenus				Données extraites des derniers comptes annuels disponibles			
	Nature	directement		par les filiales	Comptes annuels arrêtés au	Code devise	Capitaux propres	Résultat net
		Nombre	%				%	(+) ou (-) (en unités)
EUROPEAN NEWS EXCHANGE 15914917 Société anonyme Boulevard Pierre Frieden 45 2850 LUXEMBOURG LUXEMBOURG	Ordinaires SDVN	100	10		2020-12-31	EUR	1.286.162	-48.376
IP BELGIUM 0450484727 Société anonyme AVENUE JACQUES GEORGIN 2 1030 Schaerbeek BELGIQUE	Ordinaires SDVN	11.249	99,99		2020-12-31	EUR	127.728.831	7.291.013
RADIO H 0884088088 Société anonyme Avenue J Georgin 2 1030 Schaerbeek BELGIQUE	ordinaires SDVN	175.361	17,54		2020-12-31	EUR	120.610.453	8.007.346

ETAT DU CAPITAL ET STRUCTURE DE L'ACTIONNARIAT

ETAT DU CAPITAL

Capital

Capital souscrit au terme de l'exercice
Capital souscrit au terme de l'exercice

Modifications au cours de l'exercice

Représentation du capital
Catégories d'actions
- Actions SDVN Groupe B
- Actions SDVN Groupe A

Actions nominatives
Actions dématérialisées

Capital non libéré

Capital non appelé
Capital appelé, non versé
Actionnaires redevables de libération

Actions propres

Détenues par la société elle-même
Montant du capital détenu
Nombre d'actions correspondantes
Détenues par ses filiales
Montant du capital détenu
Nombre d'actions correspondantes

Engagement d'émission d'actions

Suite à l'exercice de droits de conversion
Montant des emprunts convertibles en cours
Montant du capital à souscrire
Nombre maximum correspondant d'actions à émettre
Suite à l'exercice de droits de souscription
Nombre de droits de souscription en circulation
Montant du capital à souscrire
Nombre maximum correspondant d'actions à émettre

Capital autorisé non souscrit

Parts non représentatives du capital

Répartition
Nombre de parts
Nombre de voix qui y sont attachées
Ventilation par actionnaire
Nombre de parts détenues par la société elle-même
Nombre de parts détenues par les filiales

Codes	Exercice	Exercice précédent
100P	XXXXXXXXXX	5.300.000
(100)	5.300.000	

Codes	Montants	Nombre d'actions
	3.497.994	138.960
	1.802.007	71.602
8702	XXXXXXXXXX	210.562
8703	XXXXXXXXXX	

Codes	Montant non appelé	Montant appelé, non versé
(101)		XXXXXXXXXX
8712	XXXXXXXXXX	

Codes	Exercice
8721	
8722	
8731	
8732	
8740	
8741	
8742	
8745	
8746	
8747	
8751	

Codes	Exercice
8761	
8762	
8771	
8781	

EXPLICATION COMPLÉMENTAIRE RELATIVE À L'APPORT (Y COMPRIS L'APPORT EN INDUSTRIE)

Exercice

PROVISIONS POUR AUTRES RISQUES ET CHARGES

VENTILATION DE LA RUBRIQUE 164/5 DU PASSIF SI CELLE-CI REPRÉSENTE UN MONTANT IMPORTANT

Exercice
69.500
2.736.933

Provision sociale
Provision pour risques divers

ETAT DES DETTES ET COMPTES DE RÉGULARISATION DU PASSIF

VENTILATION DES DETTES À L'ORIGINE À PLUS D'UN AN, EN FONCTION DE LEUR DURÉE RÉSIDUELLE

Dettes à plus d'un an échéant dans l'année

- Dettes financières
- Emprunts subordonnés
- Emprunts obligataires non subordonnés
- Dettes de location-financement et dettes assimilées
- Etablissements de crédit
- Autres emprunts
- Dettes commerciales
- Fournisseurs
- Effets à payer
- Acomptes sur commandes
- Autres dettes

Total des dettes à plus d'un an échéant dans l'année

Dettes ayant plus d'un an mais 5 ans au plus à courir

- Dettes financières
- Emprunts subordonnés
- Emprunts obligataires non subordonnés
- Dettes de location-financement et dettes assimilées
- Etablissements de crédit
- Autres emprunts
- Dettes commerciales
- Fournisseurs
- Effets à payer
- Acomptes sur commandes
- Autres dettes

Total des dettes ayant plus d'un an mais 5 ans au plus à courir

Dettes ayant plus de 5 ans à courir

- Dettes financières
- Emprunts subordonnés
- Emprunts obligataires non subordonnés
- Dettes de location-financement et dettes assimilées
- Etablissements de crédit
- Autres emprunts
- Dettes commerciales
- Fournisseurs
- Effets à payer
- Acomptes sur commandes
- Autres dettes

Total des dettes ayant plus de 5 ans à courir

Codes	Exercice
8801	
8811	
8821	
8831	
8841	
8851	
8861	
8871	
8881	
8891	
8901	
(42)	
8802	
8812	
8822	
8832	
8842	
8852	
8862	
8872	
8882	
8892	
8902	
8912	
8803	
8813	
8823	
8833	
8843	
8853	
8863	
8873	
8883	
8893	
8903	
8913	

DETTES GARANTIES (COMPRISES DANS LES RUBRIQUES 17 ET 42/48 DU PASSIF)

Dettes garanties par les pouvoirs publics belges

- Dettes financières
 - Emprunts subordonnés
 - Emprunts obligataires non subordonnés
 - Dettes de location-financement et dettes assimilées
 - Etablissements de crédit
 - Autres emprunts
- Dettes commerciales
 - Fournisseurs
 - Effets à payer
- Acomptes sur commandes
- Dettes salariales et sociales
- Autres dettes

Total des dettes garanties par les pouvoirs publics belges

Dettes garanties par des sûretés réelles constituées ou irrévocablement promises sur les actifs de la société

- Dettes financières
 - Emprunts subordonnés
 - Emprunts obligataires non subordonnés
 - Dettes de location-financement et dettes assimilées
 - Etablissements de crédit
 - Autres emprunts
- Dettes commerciales
 - Fournisseurs
 - Effets à payer
- Acomptes sur commandes
- Dettes fiscales, salariales et sociales
 - Impôts
 - Rémunérations et charges sociales
- Autres dettes

Total des dettes garanties par des sûretés réelles constituées ou irrévocablement promises sur les actifs de la société

Codes	Exercice
8921	
8931	
8941	
8951	
8961	
8971	
8981	
8991	
9001	
9011	
9021	
9051	
9061	
8922	
8932	
8942	
8952	
8962	
8972	
8982	
8992	
9002	
9012	
9022	
9032	
9042	
9052	
9062	

DETTES FISCALES, SALARIALES ET SOCIALES

Impôts (rubriques 450/3 et 179 du passif)

- Dettes fiscales échues
- Dettes fiscales non échues
- Dettes fiscales estimées

Rémunérations et charges sociales (rubriques 454/9 et 179 du passif)

- Dettes échues envers l'Office National de Sécurité Sociale
- Autres dettes salariales et sociales

Codes	Exercice
9072	
9073	1.191.922
450	632.146
9076	
9077	7.724.219

COMPTES DE RÉGULARISATION

Ventilation de la rubrique 492/3 du passif si celle-ci représente un montant important

Exercice

RÉSULTATS D'EXPLOITATION

PRODUITS D'EXPLOITATION

CHIFFRE D'AFFAIRES NET

Ventilation par catégorie d'activité

Ventilation par marché géographique

Autres produits d'exploitation

Subsides d'exploitation et montants compensatoires obtenus des pouvoirs publics

CHARGES D'EXPLOITATION

Travailleurs pour lesquels la société a introduit une déclaration DIMONA ou qui sont inscrits au registre général du personnel

Nombre total à la date de clôture

Effectif moyen du personnel calculé en équivalents temps plein

Nombre d'heures effectivement prestées

Frais de personnel

Rémunérations et avantages sociaux directs

Cotisations patronales d'assurances sociales

Primes patronales pour assurances extralégales

Autres frais de personnel

Pensions de retraite et de survie

Codes	Exercice	Exercice précédent
740		
9086	296	296
9087	368,8	364
9088	589.499	568.933
620	24.251.156	23.081.562
621	6.453.640	6.512.887
622	1.573.366	1.489.811
623	1.302.979	1.029.222
624		

Provisions pour pensions et obligations similaires

Dotations (utilisations et reprises)

(+)/(-)

Réductions de valeur

Sur stocks et commandes en cours

Actées

9110

Reprises

9111

Sur créances commerciales

Actées

9112

2.095

4.615

Reprises

9113

2.195

11.112

Provisions pour risques et charges

Constitutions

9115

Utilisations et reprises

9116

433.300

Autres charges d'exploitation

Impôts et taxes relatifs à l'exploitation

640

232.494

194.754

Autres

641/8

195.546

69.094

Personnel intérimaire et personnes mises à la disposition de la société

Nombre total à la date de clôture

9096

Nombre moyen calculé en équivalents temps plein

9097

0,3

0,3

Nombre d'heures effectivement prestées

9098

521

662

Frais pour la société

617

7.891

11.202

RÉSULTATS FINANCIERS

PRODUITS FINANCIERS RÉCURRENTS

Autres produits financiers

- Subsides accordés par les pouvoirs publics et imputés au compte de résultats
 - Subsides en capital
 - Subsides en intérêts
- Ventilation des autres produits financiers
 - Différences de change réalisées
- Autres

CHARGES FINANCIÈRES RÉCURRENTES

Amortissement des frais d'émission d'emprunts

Intérêts portés à l'actif

Réductions de valeur sur actifs circulants

- Actées
- Reprises

Autres charges financières

- Montant de l'escompte à charge de la société sur la négociation de créances

Provisions à caractère financier

- Dotations
- Utilisations et reprises

Ventilation des autres charges financières

- Différences de change réalisées
- Ecart de conversion de devises

Autres

- Différence de change

Codes	Exercice	Exercice précédent
9125		
9126		
754		
6501		
6502		
6510		
6511		
653		
6560		
6561		
654		
655		
	4.185	5.855

PRODUITS ET CHARGES DE TAILLE OU D'INCIDENCE EXCEPTIONNELLE

PRODUITS NON RÉCURRENTS

Produits d'exploitation non récurrents

Reprises d'amortissements et de réductions de valeur sur immobilisations incorporelles et corporelles

Reprises de provisions pour risques et charges d'exploitation non récurrents

Plus-values sur réalisation d'immobilisations incorporelles et corporelles

Autres produits d'exploitation non récurrents

Produits financiers non récurrents

Reprises de réductions de valeur sur immobilisations financières

Reprises de provisions pour risques et charges financiers non récurrents

Plus-values sur réalisation d'immobilisations financières

Autres produits financiers non récurrents

CHARGES NON RÉCURRENTES

Charges d'exploitation non récurrentes

Amortissements et réductions de valeur non récurrents sur frais d'établissement, sur immobilisations incorporelles et corporelles

Provisions pour risques et charges d'exploitation non récurrents: dotations (utilisations)

Moins-values sur réalisation d'immobilisations incorporelles et corporelles

Autres charges d'exploitation non récurrentes

Charges d'exploitation non récurrentes portées à l'actif au titre de frais de restructuration

Charges financières non récurrentes

Réductions de valeur sur immobilisations financières

Provisions pour risques et charges financiers non récurrents: dotations (utilisations)

Moins-values sur réalisation d'immobilisations financières

Autres charges financières non récurrentes

Charges financières non récurrentes portées à l'actif au titre de frais de restructuration

Codes	Exercice	Exercice précédent
76	<u>2.004</u>	<u>585.192</u>
(76A)	2.004	585.192
760		
7620		524.874
7630	2.004	60.317
764/8		
(76B)		
761		
7621		
7631		
769		
66		<u>2.737.077</u>
(66A)		2.737.077
660		
(+)/(-) 6620		1.246.223
6630		144
664/7		1.490.710
(-) 6690		
(66B)		
661		
(+)/(-) 6621		
6631		
668		
(-) 6691		

IMPÔTS ET TAXES

IMPÔTS SUR LE RÉSULTAT

Impôts sur le résultat de l'exercice

- Impôts et précomptes dus ou versés
- Excédent de versements d'impôts ou de précomptes porté à l'actif
- Suppléments d'impôts estimés

Impôts sur le résultat d'exercices antérieurs

- Suppléments d'impôts dus ou versés
- Suppléments d'impôts estimés ou provisionnés

Principales sources de disparités entre le bénéfice avant impôts, exprimé dans les comptes, et le bénéfice taxable estimé

- DNA
- Dividendes

Codes	Exercice
9134	2.282.146
9135	1.650.000
9136	
9137	632.146
9138	27.588
9139	27.588
9140	
	1.300.000
	53.034.470

Incidence des résultats non récurrents sur le montant des impôts sur le résultat de l'exercice

Exercice

Sources de latences fiscales

- Latences actives
 - Pertes fiscales cumulées, déductibles des bénéfices taxables ultérieurs
 - Autres latences actives
- Latences passives
 - Ventilation des latences passives

Codes	Exercice
9141	
9142	
9144	

TAXES SUR LA VALEUR AJOUTÉE ET IMPÔTS À CHARGE DE TIERS

Taxes sur la valeur ajoutée, portées en compte

- A la société (déductibles)
- Par la société

Montants retenus à charge de tiers, au titre de

- Précompte professionnel
- Précompte mobilier

Codes	Exercice	Exercice précédent
9145	7.147.528	6.333.987
9146	1.694.114	1.790.836
9147	7.535.681	8.257.578
9148		

DROITS ET ENGAGEMENTS HORS BILAN

GARANTIES PERSONNELLES CONSTITUÉES OU IRRÉVOCABLEMENT PROMISES PAR LA SOCIÉTÉ
POUR SÛRETÉ DE DETTES OU D'ENGAGEMENTS DE TIERS

Dont

- Effets de commerce en circulation endossés par la société
- Effets de commerce en circulation tirés ou avalisés par la société
- Montant maximum à concurrence duquel d'autres engagements de tiers sont garantis par la société

GARANTIES RÉELLES

Garanties réelles constituées ou irrévocablement promises par la société sur ses actifs propres pour
sûreté de dettes et engagements de la société

- Hypothèques
 - Valeur comptable des immeubles grevés
 - Montant de l'inscription
 - Pour les mandats irrévocables d'hypothéquer, le montant pour lequel le mandataire est autorisé à prendre inscription en vertu du mandat
- Gages sur fonds de commerce
 - Le montant maximum à concurrence duquel la dette est garantie et qui fait l'objet de l'enregistrement
 - Pour les mandats irrévocables de mise en gage du fonds de commerce, le montant pour lequel le mandataire est autorisé à procéder à l'enregistrement en vertu du mandat
- Gages sur d'autres actifs ou mandats irrévocables de mise en gage d'autres actifs
 - La valeur comptable des actifs grevés
 - Le montant maximum à concurrence duquel la dette est garantie
- Sûretés constituées ou irrévocablement promises sur actifs futurs
 - Le montant des actifs en cause
 - Le montant maximum à concurrence duquel la dette est garantie
- Privilège du vendeur
 - La valeur comptable du bien vendu
 - Le montant du prix non payé

Codes	Exercice
9149	
9150	
9151	
9153	
91611	
91621	
91631	
91711	
91721	
91811	
91821	
91911	
91921	
92011	
92021	

Garanties réelles constituées ou irrévocablement promises par la société sur ses actifs propres pour sûreté de dettes et engagements de tiers

Hypothèques	
Valeur comptable des immeubles grevés	91612
Montant de l'inscription	91622
Pour les mandats irrévocables d'hypothéquer, le montant pour lequel le mandataire est autorisé à prendre inscription en vertu du mandat	91632
Gages sur fonds de commerce	
Le montant maximum à concurrence duquel la dette est garantie et qui fait l'objet de l'enregistrement	91712
Pour les mandats irrévocables de mise en gage du fonds de commerce, le montant pour lequel le mandataire est autorisé à procéder à l'enregistrement en vertu du mandat	91722
Gages sur d'autres actifs ou mandats irrévocables de mise en gage d'autres actifs	
La valeur comptable des actifs grevés	91812
Le montant maximum à concurrence duquel la dette est garantie	91822
Sûretés constituées ou irrévocablement promises sur actifs futurs	
Le montant des actifs en cause	91912
Le montant maximum à concurrence duquel la dette est garantie	91922
Privilège du vendeur	
La valeur comptable du bien vendu	92012
Le montant du prix non payé	92022

BIENS ET VALEURS DÉTENUS PAR DES TIERS EN LEUR NOM MAIS AUX RISQUES ET PROFITS DE LA SOCIÉTÉ. S'ILS NE SONT PAS PORTÉS AU BILAN

ENGAGEMENTS IMPORTANTS D'ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS

ENGAGEMENTS IMPORTANTS DE CESSIION D'IMMOBILISATIONS

MARCHÉ À TERME

Marchandises achetées (à recevoir)	9213
Marchandises vendues (à livrer)	9214
Devises achetées (à recevoir)	9215
Devises vendues (à livrer)	9216

ENGAGEMENTS RÉSULTANT DE GARANTIES TECHNIQUES ATTACHÉES À DES VENTES OU PRESTATIONS DÉJÀ EFFECTUÉES

Exercice

MONTANT, NATURE ET FORME DES LITIGES ET AUTRES ENGAGEMENTS IMPORTANTS

Exercice

RÉGIMES COMPLÉMENTAIRES DE PENSION DE RETRAITE OU DE SURVIE INSTAURÉS AU PROFIT DU PERSONNEL OU DES DIRIGEANTS

Description succincte

RTL BELGIUM SA a souscrit auprès d'une compagnie d'assurance agréée, des plans de pension extra-légale en faveur de ses employés

Mesures prises pour en couvrir la charge

Les primes relatives à ces plans de pension sont prises dans le compte de résultats de l'année.

PENSIONS DONT LE SERVICE INCOMBE À LA SOCIÉTÉ ELLE-MÊME

Montant estimé des engagements résultant de prestations déjà effectuées

Bases et méthodes de cette estimation

Codes	Exercice
9220	

NATURE ET IMPACT FINANCIER DES ÉVÈNEMENTS SIGNIFICATIFS POSTÉRIEURS À LA DATE DE CLÔTURE, non pris en compte dans le bilan ou le compte de résultats

Exercice

ENGAGEMENTS D'ACHAT OU DE VENTE DONT LA SOCIÉTÉ DISPOSE COMME ÉMETTEUR D'OPTIONS DE VENTE OU D'ACHAT

Exercice

NATURE, OBJECTIF COMMERCIAL ET CONSÉQUENCES FINANCIÈRES DES OPÉRATIONS NON INSCRITES AU BILAN

A condition que les risques ou les avantages découlant de ces opérations soient significatifs et dans la mesure où la divulgation des risques ou avantages soit nécessaire pour l'appréciation de la situation financière de la société

Exercice

AUTRES DROITS ET ENGAGEMENTS HORS BILAN (dont ceux non susceptibles d'être quantifiés)

Exercice

RELATIONS AVEC LES ENTREPRISES LIÉES, LES ENTREPRISES ASSOCIÉES ET LES AUTRES ENTREPRISES AVEC LESQUELLES IL EXISTE UN LIEN DE PARTICIPATION

ENTREPRISES LIÉES

Immobilisations financières

Participations

Créances subordonnées

Autres créances

Créances

A plus d'un an

A un an au plus

Placements de trésorerie

Actions

Créances

Dettes

A plus d'un an

A un an au plus

Garanties personnelles et réelles

Constituées ou irrévocablement promises par la société pour sûreté de dettes ou d'engagements d'entreprises liées

Constituées ou irrévocablement promises par des entreprises liées pour sûreté de dettes ou d'engagements de la société

Autres engagements financiers significatifs

Résultats financiers

Produits des immobilisations financières

Produits des actifs circulants

Autres produits financiers

Charges des dettes

Autres charges financières

Cessions d'actifs immobilisés

Plus-values réalisées

Moins-values réalisées

Codes	Exercice	Exercice précédent
(280/1)	69.854.953	69.854.953
(280)	69.854.953	69.854.953
9271		
9281		
9291	60.694.987	95.628.864
9301		
9311	60.694.987	95.628.864
9321		
9331		
9341		
9351	75.607.676	145.011.581
9361		
9371	75.607.676	145.011.581
9381		
9391		
9401		
9421		
9431		
9441		
9461		
9471		
9481		
9491		

ENTREPRISES ASSOCIÉES

Immobilisations financières

- Participations
- Créances subordonnées
- Autres créances

Créances

- A plus d'un an
- A un an au plus

Dettes

- A plus d'un an
- A un an au plus

Garanties personnelles et réelles

- Constituées ou irrévocablement promises par la société pour sûreté de dettes ou d'engagements d'entreprises associées
- Constituées ou irrévocablement promises par des entreprises associées pour sûreté de dettes ou d'engagements de la société

Autres engagements financiers significatifs

AUTRES ENTREPRISES AVEC UN LIEN DE PARTICIPATION

Immobilisations financières

- Participations
- Créances subordonnées
- Autres créances

Créances

- A plus d'un an
- A un an au plus

Dettes

- A plus d'un an
- A un an au plus

Codes	Exercice	Exercice précédent
9253		
9263		
9273		
9283		
9293		
9303		
9313		
9353		
9363		
9373		
9383		
9393		
9403		
9252		
9262		
9272		
9282		
9292		
9302		
9312		
9352		
9362		
9372		

TRANSACTIONS AVEC DES PARTIES LIÉES EFFECTUÉES DANS DES CONDITIONS AUTRES QUE CELLES DU MARCHÉ

Mention de telles transactions, si elles sont significatives, y compris le montant et indication de la nature des rapports avec la partie liée, ainsi que toute autre information sur les transactions qui serait nécessaire pour obtenir une meilleure compréhension de la position financière de la société

Exercice

En l'absence de critères légaux permettant d'inventorier les transactions avec les parties liées qui seraient conclues à des conditions autres que celle du marché, aucune information n'a pu être reprise dans l'état C6.15

RELATIONS FINANCIÈRES AVEC

LES ADMINISTRATEURS ET GÉRANTS, LES PERSONNES PHYSIQUES OU MORALES QUI CONTRÔLENT DIRECTEMENT OU INDIRECTEMENT LA SOCIÉTÉ SANS ÊTRE LIÉES À CELLE-CI OU LES AUTRES ENTREPRISES CONTRÔLÉES DIRECTEMENT OU INDIRECTEMENT PAR CES PERSONNES

Créances sur les personnes précitées

Conditions principales des créances, taux d'intérêt, durée, montants éventuellement remboursés, annulés ou auxquels il a été renoncé

Garanties constituées en leur faveur

Autres engagements significatifs souscrits en leur faveur

Rémunérations directes et indirectes et pensions attribuées, à charge du compte de résultats, pour autant que cette mention ne porte pas à titre exclusif ou principal sur la situation d'une seule personne identifiable

Aux administrateurs et gérants

Aux anciens administrateurs et anciens gérants

Codes	Exercice
9500	
9501	
9502	
9503	
9504	

LE OU LES COMMISSAIRE(S) ET LES PERSONNES AVEC LESQUELLES IL EST LIÉ (ILS SONT LIÉS)

Emoluments du (des) commissaire(s)

Emoluments pour prestations exceptionnelles ou missions particulières accomplies au sein de la société par le(s) commissaire(s)

Autres missions d'attestation

Missions de conseils fiscaux

Autres missions extérieures à la mission révisorale

Emoluments pour prestations exceptionnelles ou missions particulières accomplies au sein de la société par des personnes avec lesquelles le ou les commissaire(s) est lié (sont liés)

Autres missions d'attestation

Missions de conseils fiscaux

Autres missions extérieures à la mission révisorale

Codes	Exercice
9505	36.293
95061	
95062	
95063	
95081	
95082	
95083	

Mentions en application de l'article 3:64, §2 et §4 du Code des sociétés et des associations

DÉCLARATION RELATIVE AUX COMPTES CONSOLIDÉS

INFORMATIONS À COMPLÉTER PAR LES SOCIÉTÉS SOUMISES AUX DISPOSITIONS DU CODE DES SOCIÉTÉS ET DES ASSOCIATIONS RELATIVES AUX COMPTES CONSOLIDÉS

La société n'établit pas de comptes consolidés ni de rapport consolidé de gestion, parce qu'elle en est exemptée pour la (les) raison(s) suivante(s)

La société est elle-même filiale d'une société mère qui établit et publie des comptes consolidés dans lesquels ses comptes annuels sont intégrés par consolidation

Dans l'affirmative, justification du respect des conditions d'exemption prévues à l'article 3:26, §2 et §3 du Code des sociétés et des associations

L'exemption de consolidation des comptes de la société du fait de leur intégration dans la consolidation des comptes de RTL GROUP SA suivant décision écrite des actionnaires du 30 juin 2020

Nom, adresse complète du siège et, s'il s'agit d'une société de droit belge, numéro d'entreprise de la société mère qui établit et publie les comptes consolidés en vertu desquels l'exemption est autorisée :

RTL GROUP SA
..
BLVD PIERRE FRIEDEN 43
1543 Luxembourg
LUXEMBOURG

INFORMATIONS À COMPLÉTER PAR LA SOCIÉTÉ SI ELLE EST FILIALE OU FILIALE COMMUNE

Nom, adresse complète du siège et, s'il s'agit d'une société de droit belge, numéro d'entreprise de la(des) société(s) mère(s) et indication si cette (ces) société(s) mère(s) établit (établissent) et publie(nt) des comptes consolidés dans lesquels ses comptes annuels sont intégrés par consolidation*:

RTL GROUP SA
Entreprise mère consolidante - Ensemble le plus grand
Boulevard Pierre Frieden 43
1543 Luxembourg
LUXEMBOURG

Si l'(les) entreprise(s) mère(s) est (sont) de droit étranger, lieu où les comptes consolidés dont question ci-avant peuvent être obtenus

RTL GROUP SA
Boulevard Pierre Frieden 43
1543 Luxembourg
LUXEMBOURG

RÈGLES D'ÉVALUATION

REGLES D'EVALUATION

I. Les règles d'évaluation sont établies conformément aux dispositions de l'Arrêté royal du 29 avril 2019 relatif aux comptes annuels des entreprises.

II. REGLES PARTICULIERES

Dans tous les cas où ni l'A.R. du 29.04.2019 ni les règles particulières ne permettent de déterminer une valeur, cette dernière sera appréciée in casu par le Conseil d'Administration, ci-après "Le Conseil", de manière prudente et raisonnée.

1. Actif

Les amortissements sont pratiqués selon la méthode linéaire et débutent l'année de la prise en compte prorata temporis.

Frais d'établissement

Les frais d'établissement sont amortis selon la méthode linéaire, au taux de 50% par an. En ce qui concerne les frais de restructuration ou d'augmentation de capital, le Conseil d'Administration a la faculté de les prendre en charge intégralement sur l'exercice au cours duquel ils ont été exposés. Si leur montant est important en valeur absolue, le Conseil d'Administration pourra décider d'amortir ces frais sur plusieurs exercices, au taux annuel de 20%.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur prix d'acquisition, y compris les frais accessoires. Les frais d'entretien ou de grosses réparations sont pris en charge durant l'exercice où ils sont exposés ou sont prélevés sur les provisions déjà constituées à cet effet. Ils ne seront constitutifs d'immobilisés que dans des cas estimés exceptionnels par le Conseil d'Administration. Les aménagements et agencements initiaux concernant les immeubles acquis ou loués sont immobilisés. Par contre, les réaménagements et réagencements courants sont considérés comme des charges. Le conseil aura à prendre position, cas par cas, sur les dépenses de cette nature à caractère exceptionnel. Pour les amortissements des immobilisations corporelles, les taux annuels suivants sont appliqués :

- Installations, Machines et Outillage : 20%
- Matériel roulant : 33%
- Matériel de bureau et Mobilier : 10%
- Autres Immobilisations Corporelles : 20%
- Matériel en leasing : durée du contrat

les frais d'aménagement d'immeubles pris en location sont amortis sur la durée juridique certaine du bail et à défaut de bail, au taux annuel de 10%.

Règles d'évaluation applicables aux immobilisations corporelles acquises depuis l'exercice social 2007 :

3 ans - taux appliqué 1/3

Matériel informatique
 Equipement de réception
 - Tuners (TV, Satellites)
 Equipements Vidéo :
 - semi-professionnel
 - moniteur led

5 ans - taux appliqué 1/5

Equipements Vidéo :
 - de synchronisation
 - magnétoscopes + TBC
 - équipements de graphisme
 - caméra ENG
 - éclairage de reportage
 Equipements Son :
 - microphones
 - appareils de reproduction
 - magnétophones à cassettes
 - monitoring
 Equipements Eclairage Studio
 - régie de lumière + dimmer
 Bâtiment :
 - clock
 Matériel de Cuisine

6 ans - taux appliqués 1/6

Equipements Vidéo :
 - convertisseurs A/D, D/A
 - équipements de mesure
 - moniteurs
 Equipements Son :
 - équipements de mesure
 - convertisseurs A/D, D/A
 Laboratoire :
 - équipement de mesure
 Equipements réseaux

7 ans - taux appliqué 1/7

Equipements Vidéo :
 - caméras studio + accessoires
 - régie image
 - équipements d'effets spéciaux
 - équipements montage électronique
 Equipements son :
 - régie son
 - périphérique (effets, réverb.)

9 ans - taux appliqué 1/9

Equipements Vidéo :
 - caméras digitales + accessoires
 Equipements son :
 - Traitement audio

10 ans - taux appliqué 1/10

Equipements Eclairage studio
 - treuils
 - spots/bacs/ambiance & cyclo
 Equipements de Réception :
 - faisceaux hertziens
 - Coupoles Satellites
 - Rayonnages Mobiles Archives
 Pieds de caméra de studio
 Infrastructure satellite

12 ans - taux appliqué 1/12

Equipements Vidéo :
- de distribution & commutation vidéo
Equipements Son :
- de distribution & commutation + interco.
Laboratoire :
- outils lourds

Matériel lié à la Technique Bâtiment:
amortissement linéaire en fonction de la durée résiduelle du contrat de bail.

Equipements Eclairage Studio
- grille support éclairage
- câbles et fiches
- tableau de distribution
Aménagement des Bâtiments
Divers:
- câblages + connecteurs
- mobilier racks

Les investissements dont la valeur commerciale unitaire n'atteint pas Eur-250,- sont pris en charge durant l'exercice.

Les immobilisations en cours et les acomptes versés ne font pas l'objet d'amortissements.

IMMOBILISATIONS FINANCIERES

Les valeurs du portefeuille-titres sont comptabilisées au prix d'acquisition, compte tenu des éventuelles corrections de valeur y afférentes, les frais accessoires sont pris en charge par le compte de résultats de l'exercice au cours duquel ils ont été exposés. A la fin de chaque exercice social, une évaluation individuelle de chaque participation est effectuée de manière à refléter, de façon aussi satisfaisante que possible, la situation, la rentabilité et les perspectives de la société dans laquelle la participation est détenue. Le Conseil d'Administration n'actera de réduction de valeur que dans la mesure où la moins-value ou la dépréciation revêtent un caractère durable. Toute plus-value de réalisation éventuelle sera comptabilisée au crédit d'un compte 75 si elle est réalisée en cash et au crédit d'un compte 76 dans les autres cas.

CREANCES

Les créances sont inscrites à leur valeur nominale. Le cas échéant, il est fait application de l'article 27 bis de l'arrêté royal. Si la société débitrice est en retard de paiement, a récemment demandé des reports d'échéance, est en situation financière présumée difficile, est soumise à des risques divers (tels que le risque politique et/ou la valeur de la créance), le Conseil prendra position sur la nécessité d'activer une réduction de valeur. La cas échéant, il fera porter le montant de la créance dans un poste de créance douteuse. Dans le calcul des réductions de valeur, le Conseil tiendra compte de toutes les possibilités de recours dont il dispose. Il n'actera de réduction de valeur que dans la mesure où la moins-value ou la dépréciation ont un caractère durable. Pour les créances à un an au plus, il ne sera pas tenu compte du caractère durable des moins-values ou dépréciations.

STOCKS

Jusqu'au 31/12/2005 :
Pour les engagements de coproductions audiovisuelles consentis à dater du 1er janvier 1991, les montants engagés à la date de clôture sont actés dans un compte de stocks. Ces montants font l'objet d'une réduction de valeur de 67% lors de la première diffusion du produit et de 33% lors de la deuxième diffusion. Le stock audiovisuel fait l'objet d'une réduction de valeur intégrale sur la valeur comptable nette lorsque les droits de diffusion arrivent à l'échéance et ne peuvent être renégociés. Pour les coproductions qui ne font pas l'objet d'une deuxième diffusion complète, une réduction de valeur intégrale est actée sur la valeur comptable nette. Le Conseil d'Administration décide la cas échéant de la nécessité d'activer toute réduction de valeur avant l'échéance de ces droits en fonction de l'évolution du marché audiovisuel.
A partir du 01/01/2006 :
La société n'acquiert plus de droits de coproductions et les a cédés à CLT-UFA SA

2. PASSIF

Provision pour Risques et charges

Le Conseil d'Administration procède chaque année à un examen complet des provisions antérieurement constituées ou à constituer en couverture des risques et charges auxquels l'entreprise est soumise.

- Provisions pour grosses réparations et gros entretiens : dotation lorsqu'il apparaît que la dépense estimée atteindra un montant significatif;
- Provisions fiscales et sociales : dotations conformes aux dispositions légales et fiscales en la matière;
- Provisions pour engagements : dotation selon estimation individualisée raisonnable du risque latent couru par la société.

3. ENGAGEMENT ET RECOURS

En fin de chaque exercice, le Conseil d'Administration valorisera les engagements et recours à la valeur nominale de l'engagement juridique mentionné dans le contrat. A défaut de valeur nominale, il sera procédé à une estimation individualisée; dans les cas limites, ils seront mentionnés pour mémoire.

4. ACTIFS ET PASSIFS LIBELLES EN DEVICES

Les immobilisations et stocks sont évalués à leur valeur d'acquisition ou à la valeur de marché à la date de clôture de l'exercice lorsque cette dernière est inférieure. Pour les postes monétaires, le taux de change utilisé est le cours à la date de clôture de l'exercice. Si pour une devise déterminée, on se trouve en situation de perte potentielle, celle-ci est portée dans un compte 655 "Ecart de conversion des devises". Si par contre on se trouve en situation de bénéfice potentiel, l'écart de conversion sur la devise concernée est maintenu en compte de régularisation.

5 RESULTATS

Le poste des échanges publicitaires est annulé chaque année en recettes et charges de façon à se neutraliser, considérant une valeur de marché nulle. Cette opération n'a aucun impact sur le résultat avant impôt

**AUTRES DOCUMENTS À DÉPOSER EN VERTU DU CODE DES
SOCIÉTÉS ET DES ASSOCIATIONS**

RAPPORT DE GESTION

RTL BELGIUM S.A.
RAPPORT DE GESTION

(Afférent à l'exercice social clôturé au 31 décembre 2021)

Mesdames, Messieurs,

Conformément aux articles 3:5 et 3:6 du Code des Sociétés et des Associations et aux Statuts de notre société, nous vous présentons ci-après notre rapport de gestion pour l'exercice écoulé.

A ce rapport, sont joints les comptes annuels de la société soumis à votre approbation.

I. Evolution des affaires et faits marquants de l'exercice

L'année 2021 fut encore marquée par la crise sanitaire qui a encore induit de longues périodes de télétravail, partiel ou total, pour une partie importante du personnel. Les équipes de la Rédaction et de la Production ont néanmoins poursuivi sans discontinuité les activités de production de News et de Magazines. Chaque département a poursuivi l'organisation de ses opérations au mieux en fonction des circonstances afin d'assurer la poursuite des activités sans heurts et sur base de l'expérience acquise en 2020.

Les fonctions de production et de services supports pour les diverses sociétés liées y ayant recours ont ainsi pu être assurées de sorte que, comme en 2020, la pérennité de l'entreprise n'a pas été mise en danger et que des niveaux suffisants de chiffre d'affaires et de profitabilité ont pu être préservés.

Les mois de novembre et décembre ont connu une amélioration des performances des sociétés liées, leur permettant ainsi d'intensifier quelque peu leur recours aux services rendus par RTL Belgium SA, au-delà de ce qui avait été anticipé en cours d'année.

Pour mémoire, l'actionnariat de la société avait connu une modification significative en décembre 2020 par l'acquisition de la part minoritaire détenue par Audiopresse SA par l'actionnaire majoritaire, CLT-UFA SA, filiale de RTL Group SA. Ce dernier a ensuite pris la décision en 2021 de mettre la société en vente, en ce inclus ses filiales. Un accord de vente portant sur 100% des actions de différentes sociétés dont celles du périmètre d'activités de RTL Belgium a été conclu avec les groupes DPG Media et ROSSEL qui se sont chacun porté acquéreur pour moitié en juin 2021. La conclusion de cette opération est suspendue à l'accord préalable de l'Autorité belge de la Concurrence, attendu au mieux pour la fin du 1er trimestre 2022 ou au plus tard au second trimestre. Dans l'intervalle, la société a poursuivi l'exercice normal de ses activités et aucune modification des statuts de la société et des entreprises qui lui sont liées n'est intervenue.

En suite de la réception, au cours des exercices sociaux 2020 et 2021, de plusieurs avis rectificatifs d'imposition d'exercices antérieurs (exercices imposables 2017, 2018 et 2019) pour un montant total de 7.070 K€, suite à un contrôle conduit par l'Inspection Spéciale des Impôts (ISI), une réclamation dûment motivée a été introduite à la Direction régionale de l'ISI requérant le dégrèvement intégral des cotisations rectifiées. Ces rectifications portaient spécifiquement sur les provisions et indemnités de licenciement comptabilisées par la société dans le cadre du plan social " #evolve " au cours de ces exercices. Ces charges n'ont pas été refacturées à RTL BeLux SA & Cie S.E.C.S en vertu d'un avenant à la convention de prestations (sous régime de prix de transfert en " cost plus "). En conséquence, afin d'éviter, le cas échéant, l'application d'intérêts de retard par le SPF Finances, les cotisations supplémentaires enrôlées et payées à leur échéance ont été enregistrées en créance dans les comptes annuels. A défaut de suite favorable réservée à cette réclamation, la société a introduit une action judiciaire pour défendre ses droits. Comme l'année passée, la position ainsi prise pour l'arrêté des comptes annuels apparaît à ce stade parfaitement logique sur le plan économique et défendable en tant que telle.

II. Comptes annuels

2.1 Bilan

Le total bilantaire s'établit au 31.12.2021 à 154.596 K€ comparé à 196.084 K€ un an auparavant.

Au 31.12.2021, les actifs immobilisés s'élèvent à 78.898 K€, comparé à 79.271 K€ au 31.12.2020.

Les immobilisations incorporelles passent de 554 K€ au 31.12.2020 à 463 K€ un an plus tard.

La valeur nette des immobilisations corporelles s'élève à 8.366 K€ au 31.12.2021 contre 8.645 K€ un an auparavant. Cette diminution est la résultante d'investissements nets pour un total de 2.540 K€ et des amortissements de l'exercice à concurrence de 2.819 K€.

Les immobilisations financières s'élèvent à 70.069 K€ contre 70.072 K€ au 31.12.2020

Les actifs circulants passent de 116.813 K€ au 31.12.2020 à 75.697 K€ au 31.12.2021 et sont principalement constitués :

- de créances commerciales, qui passent de 10.270 K€ à 11.447 K€ ;
- d'autres créances, qui s'établissent à 58.227 K€ contre 94.854 K€ un an auparavant
- de valeurs disponibles à concurrence de 3.450 K€, en diminution de 5.974 K€ par rapport au 31.12.2020 ;
- de charges à reporter (loyers et droits de diffusion principalement) à concurrence de 2.573 K€ ;

Les capitaux propres, avant affectation du résultat, s'élèvent au 31.12.2021 à 101.418 K€ et incluent le bénéfice de l'exercice à affecter à concurrence d'un montant de 78.672 K€.

La rubrique des Provisions et Impôts Différés présente au 31.12.2021 un total de 2.806 K€ contre un montant de 3.240 K€ au 31.12.2020.

Les dettes, présentent à la clôture de l'exercice et avant affectation du résultat, un montant total de 103.405 K€, comparé à 170.099 K€ au 31.12.2020. Au 31.12.2021, ces dettes sont essentiellement constituées de dettes commerciales (8.692 K€ vs 9.254 K€ au 31.12.2020), de dettes fiscales, sociales et salariales (9.548 K€ vs 16.001 K€ au 31.12.2020) et d'autres dettes (85.076 K€ vs 144.762 K€ au 31.12.2020). Les comptes de régularisation du passif passent de 81 K€ à 88 K€ au 31.12.2021.

2.2. Résultats

2.2.1. Résultat d'exploitation

Le chiffre d'affaires s'établit à 72.102 K€ à fin 2021 contre 67.765 K€ au 31 décembre 2020, soit une augmentation de 6%. Les autres produits d'exploitation s'établissent à 2.725 K€, par rapport aux 1.785 K€ de 2020.

Les charges d'exploitation s'élèvent globalement à 66.985 K€, comparé à 66.482 K€ un an auparavant.

Les biens et services divers s'établissent à fin 2021 à 30.372 K€ par rapport à 28.326 K€ au 31.12.2020.

Les rémunérations et charges sociales ont atteint 33.581 K€ contre 32.113 K€ au 31.12.2020

Le total des amortissements sur immobilisations incorporelles et corporelles s'établit à 3.037 K€ dans une continuité d'application des règles d'évaluation définies antérieurement.

Les réductions de valeur sur créances commerciales ont connu des reprises de provisions qui expliquent la position à -0 K€.

Les provisions pour risques et charges s'élèvent à -433 K€ à fin 2021

Les autres charges d'exploitation passent de 264 K€ en 2020 à 428 K€ en 2021.

Les charges d'exploitation non-récurrentes s'établissent à 0 K€ au 31.12.2021.

Le résultat d'exploitation s'élève ainsi en 2021 à 7.845 K€, comparé à 3.653 K€ au 31.12.2020.

2.2.2. Résultat Financier

Les produits financiers s'établissent à la clôture de l'exercice à 73.153 K€, comparé à 0 K€ au 31.12.2020.

Les charges financières passent de 6 K€ en 2020 à 16 K€ pour l'exercice 2021.

2.2.3. Résultat financier non récurrent

Le résultat non récurrent de l'exercice 2021 s'établit à 0 K€.

2.2.4. Résultat Net

Après prise en considération de ces éléments, le résultat de l'exercice s'établit à 78.672 K€, contre 1.770 K€ au terme de l'exercice précédent.

2.3. Evolution des principaux indicateurs financiers (avant affectation du résultat de l'exercice)

2.3.1. Rentabilité

La marge brute s'établit à 14,14% du chiffre d'affaires, comparé à 2020 (+0,58%). La rentabilité nette des capitaux propres (avant rémunération du capital) passe de 7,78% à 77,57%.

2.3.2. Liquidité

Le ratio de liquidité au sens large (" current ratio ") est de 0,73 contre 0,69 en 2020. Ce ratio est principalement affecté par la structure de cash pooling en place.

2.3.3. Solvabilité

Le degré global d'indépendance financière (capitaux propres/total passif) s'établit, avant rémunération du capital, à 65,60%. Au 31.12.2020, il s'élevait à 11,60%.

2.3.4. Valeur ajoutée

La valeur brute ajoutée se chiffre à 44.457 K€ contre 41.809 K€ en 2020.

Par travailleur, elle passe de 115 K€ à 121 K€.

La proportion de charges de personnel dans la valeur ajoutée est de 75,54% contre 76,81% en 2020.

2.4. Bilan social

Le nombre de travailleurs inscrit au registre du personnel à la date de clôture est resté stable et est passé de 296 à 296.

Le nombre d'ETP est passé de 364 à 368,8 pour 589.499 heures prestées.

III. Affectation du Résultat et augmentation de capital

Le résultat de l'exercice s'établit à 78.672.107,21€.

Compte tenu d'un bénéfice reporté au 31.12.2020 de 11.952.454,92 € le cumul des résultats reportés atteint, avant affectation du résultat, un montant de 90.624.562,13 €, qu'il vous est proposé de répartir comme suit :

- Dividendes payés :	53.034.470,35 €
- Bénéfice à reporter :	37.590.091,78 €

IV. Evénements subséquents

Outre ce qui est précisé au sein du présent rapport de gestion, aucun événement important de nature à porter gravement préjudice à la société n'est à signaler depuis le 31 décembre 2021.

V. Circonstances susceptibles d'influencer le développement de la société

Outre ce qui est précisé au sein du présent rapport de gestion, aucune circonstance susceptible d'influencer le développement de la société n'est à signaler depuis le 31 décembre 2021.

VI. Risques ou incertitude significatif

Conformément au prescrit de l'article 3 :6 du Code des Sociétés et des Associations, nous confirmons ne pas avoir de connaissance de risque ou incertitude significatif auquel RTL BELGIUM S.A. soit confrontée. Néanmoins, comme précisé au point I ci-dessus, la pandémie COVID19 prolonge l'incertitude quant à la rentabilité de nos activités. Les mesures d'économie prises en 2021 pour y faire face nous permettent d'envisager l'avenir avec optimisme.

VII. Activités de Recherche & Développement

La société a poursuivi le développement d'un programme de numérisation des activités de production et de News et le déploiement de ses sites internet (RTL DIGITAL). L'intégralité des coûts inhérents à ces activités de recherche et développement a été prise en charge sur l'exercice d'engagement.

VIII. Achats d'actions propres

La société n'a procédé à aucun rachat d'actions propres au cours de l'exercice.

Fait à Bruxelles, le 14 mars 2022

Le Conseil d'Administration,

Elmar HEGGEN Siska GHESQUIERE
Président du Conseil d'Administration Administrateur

Philippe DELUSINNE Sophie DEPAIRON
Administrateur-Délégué Administrateur

Christophe GOOSSENS Christian HAUPTMANN
Administrateur Administrateur

Olivier ZACHARIA Marcus OSWALD
Administrateur Administrateur

Edouard DE FIERLANT DORMER
Administrateur

RAPPORT DES COMMISSAIRES



Rapport du commissaire à l'assemblée générale de RTL Belgium SA sur les comptes annuels pour l'exercice clos le 31 décembre 2021

Dans le cadre du contrôle légal des comptes annuels de RTL Belgium SA (la « Société »), nous vous présentons notre rapport du commissaire. Celui-ci inclut notre rapport sur les comptes annuels pour l'exercice clos le 31 décembre 2021, ainsi que les autres obligations légales et réglementaires. Le tout constitue un ensemble et est inséparable.

Nous avons été nommés en tant que commissaire par l'assemblée générale du 30 juin 2020, conformément à la proposition de l'organe d'administration émise sur présentation du conseil d'entreprise. Notre mandat de commissaire vient à échéance à la date de l'assemblée générale délibérant sur les comptes annuels clôturés au 31 décembre 2022. Nous avons exercé le contrôle légal des comptes annuels de RTL Belgium SA durant 2 exercices consécutifs.

Rapport sur les comptes annuels

Opinion sans réserve

Nous avons procédé au contrôle légal des comptes annuels de la Société pour l'exercice clos le 31 décembre 2021, établis sur la base du référentiel comptable applicable en Belgique. Ces comptes annuels comprennent le bilan au 31 décembre 2021, le compte de résultats pour l'exercice clos à cette date et l'annexe. Le total du bilan s'élève à 154.595.513 EUR et le compte de résultats se solde par un bénéfice de l'exercice de 78.672.107 EUR.

À notre avis, ces comptes annuels donnent une image fidèle du patrimoine et de la situation financière de la Société au 31 décembre 2021, ainsi que de ses résultats pour l'exercice clos à cette date, conformément au référentiel comptable applicable en Belgique.

Fondement de l'opinion sans réserve

Nous avons effectué notre audit selon les Normes internationales d'audit (ISA) telles qu'applicables en Belgique. Par ailleurs, nous avons appliqué les normes internationales d'audit approuvées par l'IAASB et applicables à la présente clôture et non encore approuvées au niveau national. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités du commissaire relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport. Nous nous sommes conformés à toutes les exigences déontologiques qui s'appliquent à l'audit des comptes annuels en Belgique, en ce compris celles concernant l'indépendance.

Nous avons obtenu de l'organe d'administration et des préposés de la Société, les explications et informations requises pour notre audit.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Responsabilités de l'organe d'administration relatives à l'établissement des comptes annuels

L'organe d'administration est responsable de l'établissement des comptes annuels donnant une image fidèle conformément au référentiel comptable applicable en Belgique, ainsi que du contrôle interne qu'il estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à l'organe d'administration d'évaluer la capacité de la Société à poursuivre son exploitation, de fournir, le cas échéant, des informations relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si l'organe d'administration a l'intention de mettre la Société en liquidation ou de cesser ses activités ou s'il ne peut envisager une autre solution alternative réaliste.

Responsabilités du commissaire relatives à l'audit des comptes annuels

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, et d'émettre un rapport du commissaire contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes ISA permettra de toujours détecter toute anomalie significative existante. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes annuels prennent en se fondant sur ceux-ci.

Lors de l'exécution de notre contrôle, nous respectons le cadre légal, réglementaire et normatif qui s'applique à l'audit des comptes annuels en Belgique. L'étendue du contrôle légal des comptes annuels ne comprend pas d'assurance quant à la viabilité future de la Société ni quant à l'efficacité ou l'efficacités avec laquelle l'organe d'administration a mené ou mènera les affaires de la Société. Nos responsabilités relatives à l'application par l'organe d'administration du principe comptable de continuité d'exploitation sont décrites ci-après.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes ISA et tout au long de celui-ci, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique. En outre:

- nous identifions et évaluons les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définissons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et recueillons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;

- nous prenons connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, mais non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Société;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par l'organe d'administration, de même que des informations les concernant fournies par ce dernier;
- nous concluons quant au caractère approprié de l'application par l'organe d'administration du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants recueillis, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la Société à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport du commissaire sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants recueillis jusqu'à la date de notre rapport du commissaire. Cependant, des situations ou événements futurs pourraient conduire la Société à cesser son exploitation;
- nous apprécions la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des comptes annuels et évaluons si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents d'une manière telle qu'ils en donnent une image fidèle.

Nous communiquons à l'organe d'administration notamment l'étendue des travaux d'audit et le calendrier de réalisation prévus, ainsi que les constatations importantes relevées lors de notre audit, y compris toute faiblesse significative dans le contrôle interne.

Autres obligations légales et réglementaires

Responsabilités de l'organe d'administration

L'organe d'administration est responsable de la préparation et du contenu du rapport de gestion, des documents à déposer conformément aux dispositions légales et réglementaires, du respect des dispositions légales et réglementaires applicables à la tenue de la comptabilité ainsi que du respect du Code des sociétés et des associations et des statuts de la Société.

Responsabilités du commissaire

Dans le cadre de notre mission et conformément à la norme belge complémentaire aux normes internationales d'audit (ISA) applicables en Belgique, notre responsabilité est de vérifier, dans leurs aspects significatifs, le rapport de gestion, certains documents à déposer conformément aux dispositions légales et réglementaires, et le respect de certaines dispositions du Code des sociétés et des associations et des statuts de la Société, ainsi que de faire rapport sur ces éléments.

Aspects relatifs au rapport de gestion

A l'issue des vérifications spécifiques sur le rapport de gestion, nous sommes d'avis que celui-ci concorde avec les comptes annuels pour le même exercice et a été établi conformément aux articles 3:5 et 3:6 du Code des sociétés et des associations.

Dans le cadre de notre audit des comptes annuels, nous devons également apprécier, en particulier sur la base de notre connaissance acquise lors de l'audit, si le rapport de gestion comporte une anomalie significative, à savoir une information incorrectement formulée ou autrement trompeuse. Sur la base de ces travaux, nous n'avons pas d'anomalie significative à vous communiquer.

Mention relative au bilan social

Le bilan social, à déposer à la Banque nationale de Belgique conformément à l'article 3:12 §1 8° du Code des sociétés et des associations, traite, tant au niveau de la forme qu'au niveau du contenu, des mentions requises par ce Code, en ce compris celles concernant l'information relative aux salaires et aux formations, et ne comprend pas d'incohérences significatives par rapport aux informations dont nous disposons dans le cadre de notre mission.

Mentions relatives à l'indépendance

- Notre cabinet de révision et notre réseau n'ont pas effectué de missions incompatibles avec le contrôle légal des comptes annuels et notre cabinet de révision est resté indépendant vis-à-vis de la Société au cours de notre mandat.

Autres mentions

- Sans préjudice d'aspects formels d'importance mineure, la comptabilité est tenue conformément aux dispositions légales et réglementaires applicables en Belgique.
- La répartition des résultats proposée à l'assemblée générale est conforme aux dispositions légales et statutaires.



Rapport du commissaire à l'assemblée générale de RTL Belgium SA sur les comptes annuels pour l'exercice clos le 31 décembre 2021

— À l'exception du respect des dispositions légales et statutaires relatives à la remise des pièces requises au commissaire et aux actionnaires, nous n'avons pas à vous signaler d'autre opération conclue ou décision prise par ailleurs en violation des statuts ou du Code des sociétés et des associations.

Liège, le 30 mars 2022

KPMG Réviseurs d'Entreprises
Commissaire
représentée par

Alexis Palm
Réviseur d'Entreprises

BILAN SOCIAL

Numéros des commissions paritaires dont dépend la société:

227

ETAT DES PERSONNES OCCUPÉES

TRAVAILLEURS POUR LESQUELS LA SOCIÉTÉ A INTRODUIT UNE DÉCLARATION DIMONA OU QUI SONT INSCRITS AU REGISTRE GÉNÉRAL DU PERSONNEL

Au cours de l'exercice	Codes	Total	1. Hommes	2. Femmes
Nombre moyen de travailleurs				
Temps plein	1001	267,3	167,5	99,8
Temps partiel	1002	168,6	94,3	74,3
Total en équivalents temps plein (ETP)	1003	368,8	223	145,8
Nombre d'heures effectivement prestées				
Temps plein	1011	420.523	266.400	154.123
Temps partiel	1012	168.976	93.128	75.848
Total	1013	589.499	359.528	229.971
Frais de personnel				
Temps plein	1021	23.866.411	15.976.702	7.889.709
Temps partiel	1022	9.714.730	5.563.133	4.151.598
Total	1023	33.581.141	21.539.835	12.041.307
Montant des avantages accordés en sus du salaire	1033	412.797	253.780	159.017

Au cours de l'exercice précédent	Codes	P. Total	1P. Hommes	2P. Femmes
Nombre moyen de travailleurs en ETP	1003	364	221,2	142,8
Nombre d'heures effectivement prestées	1013	568.933	347.547	221.386
Frais de personnel	1023	32.113.481	20.148.128	11.965.353
Montant des avantages accordés en sus du salaire	1033			

TRAVAILLEURS POUR LESQUELS LA SOCIÉTÉ A INTRODUIT UNE DÉCLARATION DIMONA OU QUI SONT INSCRITS AU REGISTRE GÉNÉRAL DU PERSONNEL (suite)

A la date de clôture de l'exercice	Codes	1. Temps plein	2. Temps partiel	3. Total en équivalents temps plein
Nombre de travailleurs	105	264	32	287
Par type de contrat de travail				
Contrat à durée indéterminée	110	263	32	286
Contrat à durée déterminée	111	1		1
Contrat pour l'exécution d'un travail nettement défini	112			
Contrat de remplacement	113			
Par sexe et niveau d'études				
Hommes	120	167	15	177,6
de niveau primaire	1200			
de niveau secondaire	1201	13		13
de niveau supérieur non universitaire	1202	105	9	111,1
de niveau universitaire	1203	49	6	53,5
Femmes	121	97	17	109,4
de niveau primaire	1210			
de niveau secondaire	1211	2	1	2,8
de niveau supérieur non universitaire	1212	52	5	55,8
de niveau universitaire	1213	43	11	50,8
Par catégorie professionnelle				
Personnel de direction	130	4	5	7,9
Employés	134	260	27	279,1
Ouvriers	132			
Autres	133			

PERSONNEL INTÉRIMAIRE ET PERSONNES MISES À LA DISPOSITION DE LA SOCIÉTÉ

Au cours de l'exercice	Codes	1. Personnel intérimaire	2. Personnes mises à la disposition de la société
Nombre moyen de personnes occupées	150	0,3	
Nombre d'heures effectivement prestées	151	521	
Frais pour la société	152	7.891	

TABLEAU DES MOUVEMENTS DU PERSONNEL AU COURS DE L'EXERCICE

ENTRÉES

Nombre de travailleurs pour lesquels la société a introduit une déclaration DIMONA ou qui ont été inscrits au registre général du personnel au cours de l'exercice

Par type de contrat de travail

- Contrat à durée indéterminée
- Contrat à durée déterminée
- Contrat pour l'exécution d'un travail nettement défini
- Contrat de remplacement

Codes	1. Temps plein	2. Temps partiel	3. Total en équivalents temps plein
205	20		20
210	17		17
211	2		2
212			
213	1		1

SORTIES

Nombre de travailleurs dont la date de fin de contrat a été inscrite dans une déclaration DIMONA ou au registre général du personnel au cours de l'exercice

Par type de contrat de travail

- Contrat à durée indéterminée
- Contrat à durée déterminée
- Contrat pour l'exécution d'un travail nettement défini
- Contrat de remplacement

Par motif de fin de contrat

- Pension
- Chômage avec complément d'entreprise
- Licenciement
- Autre motif

Dont: le nombre de personnes qui continuent, au moins à mi-temps, à prster des services au profit de la société comme indépendants

Codes	1. Temps plein	2. Temps partiel	3. Total en équivalents temps plein
305	17	3	19,4
310	13	3	15,4
311	2		2
312			
313	2		2
340		1	0,8
341			
342	2	1	2,8
343	15	1	15,8
350			

RENSEIGNEMENTS SUR LES FORMATIONS POUR LES TRAVAILLEURS AU COURS DE L'EXERCICE

Initiatives en matière de formation professionnelle continue à caractère formel à charge de l'employeur

Nombre de travailleurs concernés
Nombre d'heures de formation suivies
Coût net pour la société
 dont coût brut directement lié aux formations
 dont cotisations payées et versements à des fonds collectifs
 dont subventions et autres avantages financiers reçus (à déduire)

Initiatives en matière de formation professionnelle continue à caractère moins formel ou informel à charge de l'employeur

Nombre de travailleurs concernés
Nombre d'heures de formation suivies
Coût net pour la société

Initiatives en matière de formation professionnelle initiale à charge de l'employeur

Nombre de travailleurs concernés
Nombre d'heures de formation suivies
Coût net pour la société

Codes	Hommes	Codes	Femmes
5801	98	5811	60
5802	1.024	5812	570
5803	108.351	5813	56.113
58031	76.090	58131	38.078
58032	32.261	58132	18.035
58033		58133	
5821	40	5831	22
5822	656	5832	314
5823	48.828	5833	20.967
5841		5851	
5842		5852	
5843		5853	